

## Le Plan Eau de Macron: une escroquerie en bande organisée



**Emmanuel Macron jeudi 30 mars sur les rives du lac de Serre-Ponçon à Savines-Le-Lac, où il a annoncé les 53 mesures du gouvernement (Image Présidence de la République)**

Le dispositif présenté dans une mise en scène grandiloquente par le président de la République sur les rives du lac de Serre-Ponçon, censé nous préparer à entrer dans une ère de «sobriété» des usages de l'eau, n'atteindra aucun de ses objectifs. Concocté dans les arrières-cuisines de Veolia et de la FNSEA, le catalogue de 53 «solutions» vendu par des communicants à bout de souffle se limite à recycler des mesures déjà existantes, changeant leur nom pour camoufler leur échec cinglant, ou à promouvoir des «innovations technologiques» fumeuses.

Le tout en promettant des milliards d'argent public qui n'existent pas puisque l'addition de ces fariboles sera intégralement acquittée par la facture d'eau des usagers domestiques du service public de l'eau et de l'assainissement... La mise en scène - une cohorte de mâles blancs sexagénaires, présidents encravatés de ceci et de cela, entourant Jupiter sur fond de décor alpestre - laissait augurer du pire. On n'a pas été déçus, dans le registre ils ont même réussi à nous surprendre.

D'emblée, une question de méthode interpelle: aucun état des lieux initial, diagnostic sérieux de la situation. On comprend pourquoi. Depuis la dernière loi française sur l'eau de 2006, tout s'est dégradé à une vitesse phénoménale. Le 15 mars dernier, le rapport annuel de la Cour des comptes, qui passait au trebuchet l'ensemble des politiques publiques après 40 ans de décentralisation, balance une grenade en consacrant 40 pages de son pavé à la politique de l'eau. Le résultat de l'enquête conduite avec treize chambres régionales est sans appel. Pour porter un Plan eau sur les fonts baptismaux, on rêverait mieux.

Seconde question: quel est le fondement légal de ce catalogue de promesses fumeuses semées à tout vent ? Il n'y en a pas. Pas de loi-cadre, de programmation pluriannuelle, de débat parlementaire... Mais quand on entre dans le détail des 53 mesures, c'est le vertige: un tiers d'entre elles sont un simple ré-étiquetage de dispositifs et mesures diverses qui existent déjà, et ont tous échoué. Le second tiers rassemble des promesses qui n'engagent que ceux qui les écoutent: un inventaire façon Mackinsey gagé sur du vent : chartes, engagements, trajectoire, feuille de route...

Avec le troisième lot, on rentre dans le dur, avec les «innovations de rupture» : réparer les fuites, réutiliser les eaux usées, planter des méga-bassines partout en n'utilisant pas davantage d'eau, refroidir les centrales nucléaires en circuit fermé (si, si!), créer un «Ecowatt de l'eau», mettre des compteurs «intelligents» partout, promouvoir la «tarification progressive» ... Toute une quincaillerie de « solutions frappées au coin du bon sens » qui n'auront aucun impact sur la raréfaction de la ressource, liée aux effets du changement climatique, mais rempliront en revanche les caisses de ceux qui ont concocté ce plan de A à Z.

Mais là où on atteint des sommets d'impudence, c'est quand on aborde les rives du financement: 100 millions d'euros par ci, 150 par-là, et 30 par ici, et encore 500 par-là... Qu'est-ce que cela? D'où ces chiffres sortent-ils? Cela sent la «madofferie» à plein nez. «Avec les 500 millions d'euros d'argent public que nous allons mobiliser pour les Agences, nous allons générer un effet de levier de 6 milliards d'euros pour les travaux».

L'annonce est belle. C'est, disons-le, une véritable escroquerie: l'Etat, qui annonce un véritable déversement «d'argent public» ne va... rien déboursier. Pas un radis. Nib. Que dalle. En effet, c'est l'utilisateur lambda, vous et moi, qui allons solder la note via l'augmentation de notre facture d'eau, sans bien sûr avoir le moins du monde été associés à cette filouterie.

Les six agences de l'eau françaises prélèvent chaque année, via les redevances prélèvement et pollution perçues, via les factures d'eau de M. Tout le monde, près de 2,2 milliards d'euros. Depuis quinze ans l'Etat en ponctionne immédiatement 300 millions reversés au budget général, pour «combattre les déficits publics», ce qui en dit long sur l'importance qu'il accorde à la politique de l'eau. Mieux, il met en place un «plafond mordant». Les agences redistribuent les redevances qu'elles ont perçues aux industriels, agriculteurs et collectivités pour les aider à financer leurs projets. S'il reste de l'argent en caisse à la fin de l'année, l'Etat le récupère aussi !

Comme c'est l'utilisateur de base - vous et moi - qui acquitte 85% des 2,2 milliards perçus chaque année, la plaisanterie a depuis longtemps été jugée salée par la société civile. Rien n'y a fait. Par ce système, Emmanuel Macron peut multiplier les promesses, aussi grandiloquentes que mensongères. Récapitulons : les agences prélevaient chaque année sur nos factures 2,2 milliards. L'Etat en piquait 300 millions, plus une centaine d'autres, via le «plafond mordant». Restait 1,8 milliard sur lesquels on a ensuite imputé le financement de la biodiversité et des chasseurs, grands amis de Macron. Il ne faut pas s'étonner par conséquent si tous les objectifs de reconquête de la qualité des eaux ont foiré...

Emmanuel Macron a donc promis un «fort engagement financier de l'Etat» pour son grand plan eau... En réalité, l'Etat va simplement cesser ses prélèvements indus, ce qui ne lui coûtera rien, et pour le reste, pour financer les centaines de millions d'euros annoncés, les agences vont relever, à proportion, le taux de leurs redevances payées par les usagers sur leurs factures! Et le prix de l'eau va donc mécaniquement augmenter partout, au grand dam des usagers. Qui vont bientôt découvrir la stupéfiante morale de cette arnaque.

Conjointement, les agences vont réorienter leurs programmes d'intervention, qu'elles ont mis des années à élaborer, ce qui va flanquer une pagaille noire dans un contexte où leurs effectifs, donc leurs capacités d'action, n'ont cessé de fondre. Le Sne-FSU rappelle ainsi que les 6 agences de l'eau ont perdu en dix ans 18% de leurs effectifs, soit l'équivalent de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse (-340 ETPT, entre 2012 et 2023). Le cap est bien tracé : après Serre-Ponçon asséché, la noyade dans la Berezina.

**Bruno Bourgeon, président d'AID** <http://www.aid97400.re>

**D'après Blast du 04 Avril 2023** <https://www.blast-info.fr/articles/2023/macron-le-grand-plan-eau-qui-fait-flop-lojNnq91RhyU46bCLV9S0w>